



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie
d'Ile-de-France

Savigny-le-Temple, le 12 mars 2018

Unité départementale de Seine-et-Marne

TD/10 05

Référence : E/18- 0503

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Dossier de porter-à-connaissance du 21 décembre 2017 de la Société ROUTIÈRE DE L'EST PARISIEN (REP) relatif à la poursuite d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux située sur les communes de MONTHYON et de SAINT-SOUPPLETS

Rapport de présentation au CODERST

P.J : Plan de localisation des casiers
Courrier de la DGPR du 11 décembre 2017
Projet d'arrêté préfectoral

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le présent rapport a pour objet le porter-à-connaissance en date du 21 décembre 2017 présenté par la Société ROUTIÈRE DE L'EST PARISIEN (REP) sollicitant :

- une prolongation de la durée d'exploitation de son installation de stockage de déchets non dangereux située sur les communes de MONTHYON et de SAINT-SOUPPLETS,
- la modification de certains seuils d'acceptabilité des déchets inertes admissibles au sein de ladite installation.

Ce dossier a fait l'objet de demandes de compléments en date du 29 janvier et 26 février 2018 par l'inspection des installations classées. La Société REP a transmis les compléments demandés le 14 février et le 06 mars 2018.



Certificat N° A 1607
Champ de certification disponible sur :
www.drice.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

1. SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE

L'installation de stockage de déchets non dangereux de MONTHYON – SAINT-SOUPPLETS, exploitée par la Société REP, est actuellement réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 08 DAIDD IC 104 du 10 mars 2008 complété par les arrêtés préfectoraux n° 09 DAIDD IC 318 du 10 décembre 2009, n° 11 DRIEE 82 du 02 août 2011 et n° 2014/DRIEE/UT77/226 du 28 novembre 2014.

L'arrêté préfectoral du 10 mars 2008 a autorisé une extension en surface et en hauteur de l'installation de stockage, pour une durée d'exploitation de dix années à compter de notification dudit arrêté, et selon les modalités de comblement et dans les quatre casiers de stockage suivants :

- volume maximum de stockage : 880 000 m³ (hors déchets inertes),
- capacité maximale de stockage : 800 000 tonnes (hors déchets inertes),
- capacité annuelle maximale de stockage : 100 000 tonnes (hors déchets inertes),
- volume maximal de stockage de déchets inertes : 345 000 m³.

	Casier n° 1	Casier n° 2	Casier n° 3	Casier de déchets inertes
Volume (m ³)	500000	145 000 (déchets inertes uniquement) rehaussement sur déchets non dangereux	380000	200000

Un plan de localisation des casiers est joint au présent rapport

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014/DRIEE/UT77/226 du 28 novembre 2014 a modifié certains seuils d'acceptabilité des déchets inertes admissibles sur l'installation de stockage de déchets non dangereux.

Ces modifications de seuils d'acceptabilité concernaient la réception de terres provenant de sites contaminés. À cet égard, les valeurs limites des paramètres à respecter (lors des tests de lixiviation) sont :

Paramètres	Valeur limite à respecter (mg/kg de matière sèche)
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr total	0,5
Cu	2
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4
Chlorures	2400
Fluorures	30

Sulfates	Casier de déchets inertes : 16 000 Casier n° 2 : 20 000
Indice phénol	1
COT sur éluat (*)	500
Fraction soluble	23000

II. EXAMEN DU PORTER-A-CONNAISSANCE

II.1. Prolongation d'exploitation

II.1.1. Préambule

Depuis l'obtention de l'autorisation préfectorale de poursuite d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux en date du 10 mars 2008, la Société REP indique :

- qu'elle n'a réceptionné dans ses installations qu'environ 2 000 m³ de déchets non dangereux. Cette situation est essentiellement liée à la proximité d'autres installations de stockage de déchets non dangereux appliquant une taxe des activités polluantes (TGAP) réduite, l'installation présentant donc des conditions de prise en charge beaucoup moins attractives,
- qu'elle a réceptionné, depuis 2015, dans ses installations environ 245 000 m³ de déchets inertes, en particulier les terres naturelles gypsifères (fortement sulfatées) provenant des chantiers de la Société du Grand Paris,
- que le taux de remplissage des vides de fouille de ses installations en déchets non dangereux et déchets inertes sont respectivement de 0,2 % et de 70 %,
- que les capacités résiduelles des casiers de déchets non dangereux et de déchets inertes sont respectivement de 878 000 m³ et de 100 000 m³.

Au regard de cette situation, la Société REP souhaite déposer une demande de poursuite d'exploitation d'une durée de 9 ans comportant également une modification des conditions d'exploitation afin de ne recevoir que des déchets inertes (à forte fraction soluble).

Cette demande présentant un caractère substantiel au regard des dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, la Société REP doit déposer une nouvelle demande d'autorisation environnementale comportant en particulier une étude d'impact comprenant une étude « faune-flore » portant sur quatre saisons.

Dans l'attente de la constitution, du dépôt et de l'instruction de ce dossier de demande d'autorisation environnementale et afin de lui permettre de poursuivre ses activités, la Société REP a déposé le porter-à-connaissance du 21 décembre 2017.

II.1.2. Examen de la demande

La Société REP sollicite l'obtention d'une prolongation de l'autorisation d'exploiter l'installation de stockage de déchets non dangereux de MONTHYON – SAINT-SOUPPLETS jusqu'au 1^{er} septembre 2019 soit environ 17 mois supplémentaires par rapport à l'échéance du 17 mars 2018 fixée dans l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 318 du 10 décembre 2009.

Dans le cadre de cette prolongation d'exploitation, la Société REP réceptionnera principalement des déchets inertes. Les quantités de déchets inertes réceptionnées ne dépasseront pas la capacité résiduelle des casiers de déchets inertes à savoir 100 000 m³.

La Société REP procédera à la mise en place des déchets inertes au niveau :

- du casier de déchets inertes (40 000 m³),

- du casier n° 2 pour terminer le dôme de la couverture finale en vue de la mise en place du dispositif d'étanchéité (géosynthétique) (20 000 m³),
- des talus en périphérie Sud du casier 2 et d'une piste d'accès au dôme depuis l'entrée du site, permettant la réalisation des travaux en vue d'adoucir les pentes pour permettre la pose de la couverture finale du casier (40 000 m³).

L'exploitant précise que les modalités de réaménagement des casiers (n° 2 et inertes) ne seront pas modifiées tant en termes de modelé avec une cote sommitale du site à 155 m NGF, qu'en termes de formations végétales. À cet égard, le réaménagement répondra, tel que prévu dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mars 2008, aux objectifs du Plan directeur d'aménagement paysager du site de la SAULORETTE.

Dès que la réception de 100 000 m³ de déchets inertes aura été effectuée, l'exploitant procédera à la mise en place d'un géofilm étanche au niveau du casier n° 2 tel que prévu initialement. Cette mise en place permettra de limiter l'impact du casier n° 2 sur les eaux souterraines, ce casier « ancienne génération » ne disposant pas de barrière de sécurité active.

Par ailleurs, la Société REP indique que cette prolongation d'exploitation de ses installations permettrait de répondre à la continuité du besoin de traitement des déchets inertes issus des chantiers de la Société du Grand Paris.

II.2. Seuils d'acceptabilité des déchets inertes

Dans le cadre de cette demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter l'installation de stockage de déchets non dangereux de MONTHYON – SAINT-SOUPPLETS, il convient de procéder à une mise à jour des dispositions de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD IC 104 du 10 mars 2008 complété avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées et du courrier du 11 décembre 2017 de la Direction générale de la prévention des risques (DGPR) adressé à la Société du Grand Paris (joint au présent rapport).

Cette mise à jour permettra de différencier les critères d'acceptabilité des terres provenant de sites contaminés (pollution anthropiques) et les critères d'acceptabilité des terres présentant une surconcentration d'origine naturelle.

Aussi, dans le cadre de la demande du 18 septembre 2014 de modification de certains seuils d'acceptabilité des déchets inertes admissibles sur son installation ayant abouti à la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014/DRIEE/UT77/226 du 28 novembre 2014, la Société REP avait fait réaliser en juin 2014 des analyses d'échantillon de sol au niveau de l'installation de stockage de déchets non dangereux afin de connaître le bruit de fond géochimique de celles-ci. Le bruit de fond géochimique présentait des teneurs en sulfate sur lixiviation de 16 000 mg/kg et celles de la fraction soluble de 23 000 mg/kg.

Par ailleurs, au regard du courrier de la DGPR du 11 décembre 2017, la Société REP a transmis une étude hydrogéologique en date du 22 février 2018 afin de vérifier que la réception desdites terres ne présentait pas d'impact sur les eaux souterraines. Cette étude conclut qu'« aucune des modélisations réalisées à partir de ces seuils rehaussés n'a montré de dépassement des objectifs de qualité des eaux de la nappe des Calcaires de Saint-Ouen ».

A cet égard, le projet d'arrêté reprend :

- pour les terres provenant de sites contaminés, les dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 mentionné ci-dessus. Cet article permet de pouvoir adapter les valeurs limites sur la lixiviation pour l'entreposage de déchets. Toutefois, les valeurs limites sur la lixiviation retenues ne peuvent pas dépasser d'un facteur 3 (à l'exception du carbone organique total (COT) sur l'éluat) les valeurs limites mentionnées en annexe II fixant les critères à respecter pour l'acceptation de déchets inertes soumis à la procédure d'acceptation préalable,

- pour les terres présentant une surconcentration d'origine naturelle, les critères d'acceptabilité autorisés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 novembre 2014 pour lesquels une étude avait démontré un impact acceptable s'ils étaient respectés.

III. REACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Compte tenu de la demande d'autorisation de prolongation de la durée d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux de MONTHYON – SAINT-SOUPPLET, la Société a également transmis dans son dossier de porter-à-connaissance complété une proposition de montant des garanties financières. A cet égard, le montant des garanties financières à assurer pour la période supplémentaire d'exploitation de 17 mois (jusqu'au 1^{er} septembre 2019) est le même que celui de la période précédente (2013-2018), l'ensemble des montants de garanties ayant été réactualisé pour tenir compte de l'évolution monétaire.

Ce point n'appelle pas de remarque particulière.

IV. AVIS DE L'INSPECTION

Suite aux engagements pris par la Société REP dans le cadre de sa prolongation pour 17 mois supplémentaires de la durée d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux de MONTHYON – SAINT-SOUPPLETS, et compte tenu notamment :

- qu'au niveau des casiers n° 2 et inertes, le profil de réaménagement final et la hauteur maximale du stockage ne sont pas modifiés,
- que ledit réaménagement répondra, tel que prévu dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mars 2008, aux objectifs du Plan directeur d'aménagement paysager du site de la SAULORETTE,
- qu'il n'y a pas dans un rayon de 5 km autour de l'établissement d'installations de stockage de déchets inertes (ISDI). Ceci répond aux prescriptions et recommandations du PREDEC (Plan régional de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics) et notamment à la limitation de la concentration des ISDI sur un périmètre géographique réduit,
- des analyses (réalisées en juin 2014) d'échantillon de sol au niveau de l'installation de stockage de déchets non dangereux afin de connaître le bruit de fond géochimique de celles-ci,

Nous considérons que la demande de prolongation mentionnée ci-dessus ne constitue pas une modification substantielle au regard des dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement. Elle impose toutefois la modification de certaines prescriptions opposables à l'exploitant.

V. CONCLUSION

Compte tenu des éléments indiqués ci-dessus, nous proposons à Mme la Préfète de Seine-et-Marne de soumettre ce projet d'arrêté complémentaire à l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Seine-et-Marne, projet encadrant les conditions de la poursuite de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux de MONTHYON – SAINT-SOUPPLETS par la Société REP jusqu'au 1^{er} septembre 2019.

Rédacteur
L'inspecteur de l'environnement

Vérificateur
Le chargé de mission « déchets »

Approbateur
Pour le Directeur et par délégation,

Date : 30/04/2014

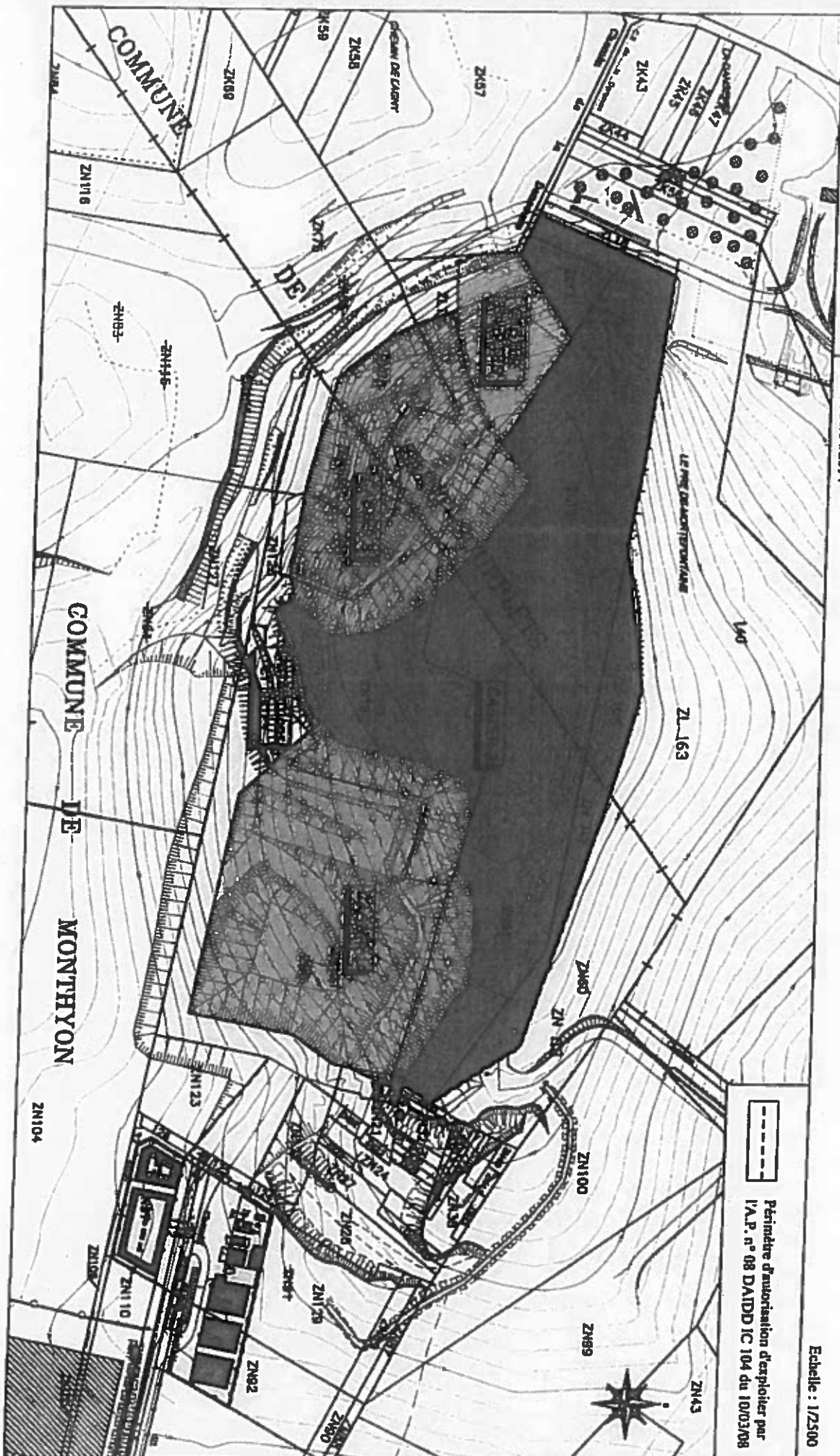
ISDND de MONTHYON, SAINT-SOUPPLETS
.....
DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE

PLAN DE LOCALISATION DES CASIERS

Echelle : 1/2500



Périmètre d'autorisation d'exploiter par
I.A.P. n° 08 DAIDD IC 104 du 10/03/08





MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction générale de la prévention des risques

Paris, le 11 DEC. 2017

Service des risques sanitaires liés à l'environnement, des déchets et des pollutions diffuses Le directeur général de la prévention des risques

Sous-direction déchets et économie circulaire
Bureau de la planification et de la gestion des déchets

à

Monsieur le président de la Société du Grand Paris

Nos réf. : BPGD-17-295

104509

Tél. : 01 40 81 87 19

Objet : Acceptabilité de terres naturelles excavées en ISDI

Monsieur,

La construction du Grand Paris Express portée par la Société du Grand Paris est un des projets structurants pour le développement du territoire francilien sur les prochaines décennies et représente le plus important projet urbain d'Europe. À l'origine estimés à 20 millions de tonnes, les déblais du chantier du Grand Paris Express sont actuellement évalués à 45 millions de tonnes à produire entre 2016 et 2030, principalement issus de l'excavation des tunnels : les chantiers du Grand Paris Express entraîneront ainsi une augmentation de 10 à 20 % du tonnage de déchets du BTP produits en région Île-de-France. L'enjeu spécifique de la gestion de ces déblais est donc particulièrement dimensionnant pour la filière de gestion des déchets francilienne, mais également en termes de coûts et de délais pour l'agrandissement du réseau de transport en commun d'Île-de-France dans un calendrier contraint par l'accueil des Jeux Olympiques en 2024.

Vos équipes ont interrogé mes services sur le statut, inerte ou non, des terres naturelles excavées par les chantiers du Grand Paris Express. Se pose plus particulièrement la question de savoir dans quelles mesures des terres issues de sites non contaminés qui dépassent naturellement les seuils de la réglementation pour certains critères physicochimiques fixés par l'arrêté du 12 décembre 2014, peuvent être considérées comme des déchets inertes et gérées en tant que tels.

Tout d'abord, je salue votre initiative de diagnostic systématique de la qualité des déblais qui va au-delà de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 qui ne demande pas de mesure systématique. Cette initiative contribue à la maîtrise exemplaire des impacts environnementaux à laquelle doit viser un opérateur public ; elle s'articule avec les efforts que vous déployez en matière de traçabilité.

Une fois les mesures réalisées par le producteur de déchets, il convient alors de les prendre en compte. Ainsi, lorsque ces déblais démontrent l'absence de contamination anthropique mais révèlent néanmoins une surconcentration d'origine naturelle, il est nécessaire de vérifier leur acceptabilité au sein d'aménagements ou d'installations de stockage de déchets inertes par une évaluation au cas par cas afin de s'assurer de l'absence d'impact sur l'environnement, en particulier sur les eaux souterraines et sur la santé.

Cette évaluation au cas par cas relève de la responsabilité de l'aménageur dans le cadre d'un aménagement ou de l'exploitant dans le cadre d'une installation de stockage de déchets inertes. Elle pourra être actée par le maire si le projet est soumis à permis d'aménager ou par le préfet si le projet est soumis à la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Si cette évaluation révèle que l'impact n'est pas acceptable, il faudra alors envisager leur traitement dans d'autres installations plus adaptées ; sinon, une gestion de ces déblais en tant qu'inertes peut être acceptée. Lors de cette évaluation, il conviendra de prendre en compte les additifs utilisés lors du procédé d'extraction et les traitements de type « chaulage » éventuellement appliqués sur ces déblais.

Enfin, il convient de rappeler que dans un souci de respect de la hiérarchie des modes de traitement prévue au L541-1, il appartient de prioriser la gestion des déblais en valorisation, notamment au sein d'aménagements paysagers. Dans ce contexte, mes services ont entamé, en lien avec le Cerema, l'élaboration d'une charte de labellisation pour des aménagements exemplaires s'engageant à respecter les mêmes exigences environnementales que celles applicables aux installations de stockage, y compris l'évaluation de l'acceptabilité des déblais utilisés. Je vous invite donc à vous associer à cette démarche dans la poursuite de vos engagements exemplaires en matière de protection de l'environnement.

Je vous prie de recevoir, Monsieur, l'expression de ma considération distinguées.

A large rectangular area of the document has been redacted with white tape, obscuring the signature and any text below it. A small handwritten mark is visible below the redacted area.